

La croissance s'est étiolée au cours du 1^{er} semestre 2003.

>> Une rentrée maussade et un **redémarrage rapide de l'économie exclu !** Si la France manque de certitudes, ces deux idées ont l'air de dégager un consensus. Avec 0,4 % de croissance du PIB en 2003 et 1,7 % prévu en 2004, l'heure est au réalisme. En majorité, **les entreprises de la région grenobloise dressent un bilan stable** du semestre écoulé. A « la panne » de croissance, elles ont réagi par un gel des embauches et des investissements.

>> Concernant les indicateurs économiques, les bonnes nouvelles alternent avec les mauvais résultats :

- la situation de l'emploi s'est dégradée

depuis un an en Isère, mais de façon bien moindre qu'en Rhône-Alpes ou en France. Par ailleurs, les faillites et les licenciements économiques restent contenus.

- le commerce extérieur isérois est une fois de plus en repli au 1^{er} semestre 2003.

- le rythme des créations et défaillances d'entreprise est encourageant.

>> Dans ce contexte, les **perspectives demeurent extrêmement prudentes**. Pourtant, les ingrédients de la reprise existent, mais la principale interrogation réside dans la vigueur et le niveau de la reprise et de son réel impact sur l'emploi.

Le baromètre des chefs d'entreprise : retenue et circonspection.

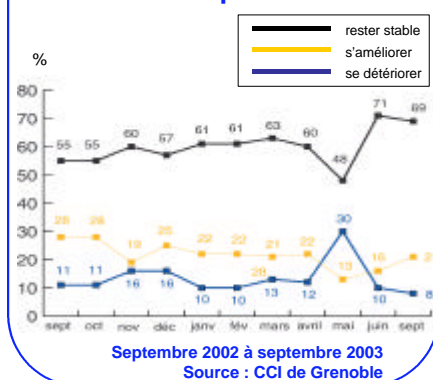
>> La stabilité n'a jamais été autant d'actualité en région grenobloise : **69 % des chefs d'entreprise interrogés prévoient un maintien de leur activité à court terme**, contre 55 % un an plus tôt.

21 % s'inscrivent dans une tendance positive d'accroissement de leur activité, tandis que 8 % anticipent une dégradation.

>> En effet, les dirigeants interrogés gardent en mémoire les **différents événements** du semestre écoulé : conflit en Irak, situation sociale française explosive, débat sur les retraites... et abordent donc le second semestre avec circonspection. Il ont intégré la notion de risque de mouvements sociaux à la rentrée et attachent une **certaine importance au climat général et à l'opinion des consommateurs**.

>> Pour autant, même s'ils émettent des réserves pour les prochains mois, **85 % d'entre eux se déclarent « confiants ou moyennement confiants »** en l'avenir, contre 73 % un an plus tôt. Ils estiment que le **point bas du printemps est derrière eux** et que la **situation devrait s'éclaircir dorénavant**.

Pensez-vous que la situation de votre entreprise va :



En bref

>> BTP : des carnets de commandes encore étoffés.

L'activité de construction de logements neufs restait en progression en Isère au 1^{er} trimestre 2003. En revanche, la construction de locaux est en recul.

>> Industrie : un premier semestre 2003 difficile.

La tendance observée dans l'industrie est révélatrice d'un maintien voire d'une dégradation de l'activité, des situations étant différentes selon les secteurs. Sur le plan international, les difficultés persistent.

>> Commerce de détail : des soldes corrects.

Le premier semestre s'achève sur de nombreux événements peu porteurs pour l'activité commerciale : grèves, ponts du mois de mai, canicule... qui ont conduit à un 2^e trimestre morose. Concernant les soldes d'été, 40 % des commerçants dressent un bilan stable et 23 % enregistrent un recul de leur chiffre d'affaires par rapport à l'an dernier.

>> Services : morosité au programme.

L'analyse du baromètre des services en Rhône-Alpes met en évidence une situation difficile pour les services liés à l'industrie : stagnation des investissements, réduction des effectifs (travail temporaire, commissionnaires de transports), baisse du chiffre d'affaires (agences de voyages).

>> Tourisme : bilan décevant compte tenu d'une météo exceptionnelle.

Le premier bilan de la saison estivale 2003 fait état d'un bilan stable par rapport à 2002 et dans la lignée des saisons précédentes (plutôt en repli). Après un début de saison calme, les conditions d'ensoleillement remarquables avaient fait espérer un prolongement de la saison qui ne s'est pas confirmé.

>> Consommation : essoufflement.

Le dernier moteur de la croissance fléchit devant les nombreuses incertitudes qui pèsent sur le moral et l'emploi. Les ménages privilégient donc « l'épargne de précaution ».

Sources : Insee - Banque de France - CRCI - GDT - Bulletin des IMEC - FFB - CCI Grenoble

Bilan du 1^{er} semestre 2003 : croissance en berne et résultats décevants.

>> Toutes les **organisations professionnelles** interrogées témoignent d'une **dégradation de l'activité dans leur secteur d'activité**, excepté le secteur immobilier qui exprime une « relative stabilité ». « La fréquentation en **restauration** s'inscrit en baisse, et l'**hôtellerie** nourrit quelques inquiétudes pour l'été et l'automne 2003 ». Dans le

Sud Grésivaudan, il semble que pratiquement tous les secteurs aient connu une dégradation « et c'est rare ! ». Le secteur **automobile** et les **industries du papier** se

prononcent dans le même sens. Quant au secteur des **industries métallurgiques, électriques et connexes**, il dresse un bilan défavorable avec détérioration des principaux indicateurs : sous-utilisation des capacités de l'outil de production, baisse des charges de travail, difficultés de trésorerie, CA...

« **Souhaitons que 2003 soit une brève parenthèse de difficultés et de morosité avant la reprise économique tant annoncée** ».

>> Les **chefs d'entreprise** interrogés individuellement **dressent un tableau un peu moins sombre du semestre écoulé** : 28 % notent la dégradation de leur activité (contre 24 % en septembre 2002) et 32 % soulignent le maintien de leurs affaires (contre 42 % un an plus tôt). 39 % d'entre eux avouent avoir amélioré leur situation au cours du 1^{er}

semestre 2003 (contre 33 % en 2002). Tous les indicateurs ont connu une décélération au 1^{er} semestre 2003. Ralentissement économique, grèves, guerre en Irak, pneumonie atypique, canicule... sont autant d'événements qui ont entretenu un climat médiocre des affaires.

Perspectives fin 2003 : Peu d'engouement et beaucoup de réserves.

>> **40 % des chefs d'entreprise** interrogés anticipent des **perspectives plutôt positives** pour la fin de l'année, soit le même niveau qu'il y a un an. Refroidis par des espoirs de reprise non concrétisés fin 2002, ils savent que **le retour de la croissance ne sera pas spectaculaire**. 46 % d'entre eux s'attendent donc à un **maintien de leur activité**. Tous les indicateurs reflètent ce statu quo : chiffre d'affaires, situation financière, investissements, activité internationale et emploi devraient peu évoluer d'ici la fin de l'année.

>> Par ailleurs, certains chefs d'entreprise évoquent l'allongement des délais de paiement de certains clients, ainsi que des craintes de délocalisations de grands donneurs d'ordre.

Plans de charges réduits dans l'industrie.

« **Des carnets corrects, qui assurent l'emploi actuel mais qui sont loin d'être satisfaisants** ».

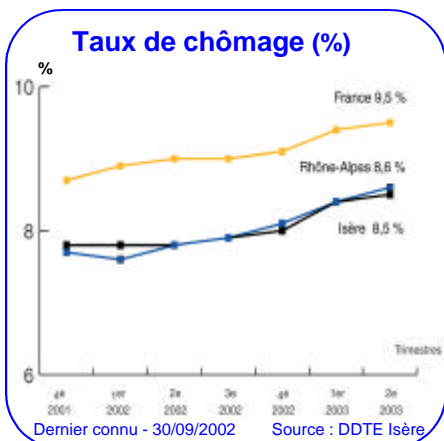
Voilà, en substance, le message qu'adressent les industriels de la région grenobloise. Ainsi, 54 % des dirigeants interrogés expriment une visibilité limitée aux deux prochains mois.

>> De la part des organisations professionnelles, **on constate la même tendance à la stabilité** pour la fin de l'année.

Certaines d'entre elles prévoient même une poursuite de la dégradation de certains indicateurs (situation financière).

Une situation de l'emploi en dégradation progressive mais limitée.

>> Alors que l'on souhaitait voir la situation de l'emploi se stabiliser en début d'année, il n'en a rien été. La dégradation progressive, mais réelle, du marché de l'emploi s'est poursuivie au 1^{er} semestre 2003 et **le taux de chômage a atteint 8,5 % en Isère au 2^e trimestre.**



>> En Rhône-Alpes et en France, du fait d'un environnement marqué par de nombreuses faillites, le taux de chômage s'élève respectivement à 8,6 % et 9,5 %.

>> On comptait donc **38 060 demandeurs d'emploi*** fin juillet 2003 en Isère, contre 36 552 un an plus tôt.

>> Remarquons que sur un an, le chômage a crû de façon très inégale en Rhône-Alpes, **le Rhône et la Drôme étant plus touchés que l'Isère.** Par ailleurs, l'augmentation du nombre de **demandeurs d'emploi n'est pas imputable aux licenciements économiques en Isère** (baisse de 12,2 % sur un an) contrairement à Rhône-Alpes où les inscriptions à l'ANPE pour cause de licenciements économiques ont augmenté de 38,6 % sur la même période.

Bilan 2002 / 2001 :

+ 3 767 emplois salariés en Isère.

L'année 2002 a vu la création de 3 767 emplois salariés supplémentaires en Isère et ce malgré le ralentissement économique mondial.

Au 31.12.2002, on comptait donc 304 845 emplois salariés en Isère, en hausse de 1,25 % par rapport à 2001.

Par secteur d'activité, les évolutions apparaissent plus favorables au tertiaire :

- l'industrie a perdu 2 059 emplois (-2,1 %),
- le BTP a gagné 587 emplois (+2,6 %),
- le commerce a gagné 1 394 salariés (+2,8 %),
- les services ont créé 3 990 emplois (+3,1 %).

Source : Assedic

* données CVS - catégorie 1 : personnes immédiatement disponibles et à la recherche d'un emploi à temps plein.

Le commerce extérieur : un frémissement à l'horizon 2004 ?

>> Le repli des échanges extérieurs isérois s'est poursuivi au 1^{er} semestre 2003, pour la 3^e année consécutive. Toutefois, le **solde commercial reste excédentaire avec 651 millions d'euros**, en progression de 2,4 % par rapport au 1^{er} semestre 2002.

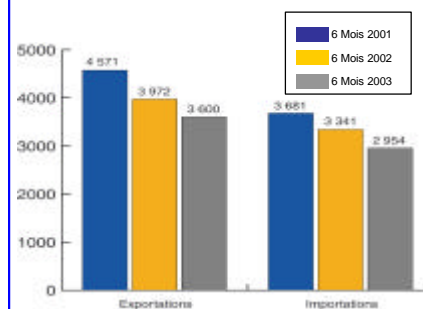
>> **Les exportations, avec 3,61 milliards d'euros**, sont en retrait de 8,9 % sur 1 an. Parallèlement, **les importations se contractent de 11,2 % et ont atteint 2,96 milliards d'euros** au 1^{er} semestre 2003.

>> Les échanges isérois subissent les effets d'un triple phénomène : une situation internationale peu favorable et une croissance européenne atone, surtout en Allemagne, principal pays partenaire entré en récession ; une appréciation de l'euro face au dollar qui limite notre compétitivité ; une demande intérieure sans ressort.

>> Dans ce contexte, **les différents secteurs d'activité sont plutôt orientés à la baisse** : les équipements électriques et électroniques et les composants connaissent un recul à l'exportation comme à l'importation. En revanche, les équipements mécaniques, les produits de l'industrie textile ou les produits de la chimie voient leurs ventes augmenter.

>> **Les échanges commerciaux avec nos principaux partenaires économiques demeurent modérés** en 2003 : la demande en provenance de la zone euro est restée « en panne ». A noter cependant que nos ventes à destination des Etats-Unis retrouvent des couleurs, profitant du redémarrage outre-Atlantique.

Commerce extérieur isérois



Comparaison des 1^{ers} semestres 2001, 2002, 2003
Millions d'euros
Source : Direction générale des Douanes

>> **En Rhône-Alpes, les exportations sont en repli de 2,3 % par rapport au 1^{er} semestre 2002**, tandis que les importations se maintiennent. Au plan national, la situation s'est détériorée par rapport à la fin 2002.

La création d'entreprise : tendance favorable.

>> Avec 1 396 créations d'entreprise au 1^{er} semestre 2003, la région grenobloise enregistre son meilleur score depuis 5 ans, en progression de 16 % par rapport au 1^{er} semestre 2002.

>> Tous les secteurs d'activité sont en progression ce semestre malgré une conjoncture nationale et internationale difficile. Le commerce représente 45 % de l'ensemble des créations, les services 40 % et l'industrie 15 %, soit une répartition relativement similaire à l'année précédente.

>> On dénombre 831 nouvelles entités économiques contre 725 sur la même période en 2002.

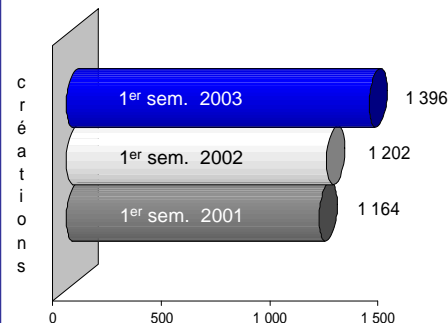
>> Dans l'artisanat*, avec 550 immatriculations nouvelles, la progression a atteint 9,6 % au 1^{er} semestre 2003. Les évolutions sont contrastées selon les secteurs : le bâtiment et l'alimentation sont restés très dynamiques, le transport et le travail des métaux sont stables, tandis que le textile/habillement et les autres fabrications enregistrent un léger repli.

(*Source : Chambre de Métiers -Grenoble - 1^{er} semestre 2003)

>> Cette tendance s'inscrit dans un **contexte régional et national plutôt favorable à la création d'entreprise** :

- . 2 826 créations** constatées en Isère, évolution positive de 3,4 % ;
- . 15 321 créations** en Rhône-Alpes, en hausse modérée de 2,2 % ;

Créations d'entreprise en région grenobloise



Comparaison des données provisoires - 07/2003
Source : Fichier des entreprises - CCI Grenoble
Etablissements industriels, commerciaux et prestataires de services du secteur privé concurrentiel hors artisanat pur et professions libérales

. 152 112 créations** en France au premier semestre 2003, soit 6 % de plus qu'au premier semestre 2002.

(**Source : INSEE comparaison 1^{er} sem. 2003 /1^{er} sem. 2002)

Des défaillances d'entreprise bien maîtrisées (- 6 %).

>> Alors que la croissance a fait défaut au premier semestre 2003, frôlant même la récession, les entreprises de la région grenobloise ont maintenu le cap.

Le Greffe du Tribunal de Commerce de Grenoble a enregistré **251 dépôts de bilan** au cours du 1^{er} semestre 2003 en région grenobloise, contre 267 au premier semestre 2002, soit **une baisse de 6 %**. On compte **78 ouvertures de redressements judiciaires et 173 liquidations directes**.

>> D'ores et déjà, **le commerce affiche sa vulnérabilité** puisqu'il représente plus de 40 % des ouvertures de procédures collectives du premier semestre 2003. On peut penser que l'essoufflement de la consommation des ménages a précipité certaines difficultés

d'entreprises. Ainsi, le **secteur industriel** apparaît proportionnellement **moins touché que le tertiaire**. Rappelons toutefois qu'en 2002 la tendance était inversée, le tertiaire ayant mieux résisté que l'industrie l'an dernier.

>> Ce sont majoritairement des **micro-entreprises** qui connaissent des **difficultés en région grenobloise** : en effet, seules 1,2 % des défaillances concernent les entreprises de 50 salariés et plus et 7,5 % celles réalisant plus de 753 K€ de chiffre d'affaires, soit une évolution comparable à l'an dernier.

>> Cette situation observée en région grenobloise contraste avec celle de Rhône-Alpes et de la France : au plan régional, **2 389 défaillances*** enregistrées au

Défaillances d'entreprise en région grenobloise



Nombre d'ouvertures de procédures collectives (redressements et liquidations judiciaires)
Tribunal de Commerce de Grenoble - 07/2003

premier semestre 2003, en **progression de 10,8 %** par rapport à la même période l'an dernier ; **24 000 jugements*** prononcés en France, en **hausse de 5 %**.

(*Source : D&B comparaison avec les 6 premiers mois de 2002)

Zoom sur les industries métallurgiques et électriques : « perspectives stables dans la médiocrité ».

L'UDIMEC* dresse un bilan plutôt défavorable du 1^{er} semestre 2003.

> Tous les secteurs ont été touchés. Seules de rares entreprises, placées sur des créneaux technologiques porteurs, ont échappé à cette médiocrité d'ensemble.

> Tous les indicateurs ont très sensiblement diminué : les effets du ralentissement économique ont concerné la baisse des exportations et celle des commandes. Conjugés, ces deux points ont donné lieu à un gel des embauches puis à des réductions d'effectifs. **Pour la première fois depuis 1994, la métallurgie iséroise a perdu, dès 2002, 1 130 emplois (environ 1,9 %).**

> Malgré quelques progrès observés en juin et juillet derniers (le plus souvent liés à la saisonnalité), le climat des affaires reste maussade. Sans être pessimistes, **les perspectives de développement sont plutôt stables dans la médiocrité. Pour la fin de l'année, début 2004, la profession s'attend à une légère reprise des investissements (plutôt productifs), voire une réanimation de certains marchés internationaux.**

Au cours des prochains mois, les carnets de commandes risquent d'être encore très moyens, et plutôt en-deçà de la normale. La visibilité apparaît réduite et demeure, sauf exceptions, limitée à un mois. Enfin, les effectifs devraient encore diminuer.

>> Les situations sectorielles sont tranchées : la **construction électronique** iséroise devrait être en reprise lente, puis plus ferme au printemps 2004 ; en revanche, l'Udimec exprime des réserves pour la **mécanique** qui continue de subir les effets de certaines délocalisations. D'autre part, les ordres en provenance de la **construction automobile** ne cessent de diminuer.

> Dans ce contexte, **les perspectives individuelles des entreprises sont très moyennement confiantes.** Le sentiment qui domine reflète une conjoncture qui ne chute plus, mais les aléas des développements sociaux et politiques pèsent lourdement. En général, les chefs d'entreprise estiment que la reprise devrait se faire d'abord par la réanimation des marchés de la **construction électronique**, mais pas avant le printemps 2004.

** Union des industries métallurgiques, électriques et connexes de l'Isère.*

Interview de Roger GULLIET* : Des artisans relativement épargnés par la panne de croissance.



> **CCI de Grenoble :** Les entreprises artisanales sont-elles aussi victimes de la panne de croissance ?

Roger GULLIET : Nos artisans offrent prioritairement des services de proximité.

Ils souffrent donc moins vite du ralentissement de l'économie au plan mondial.

Mais les situations sont très contrastées d'un secteur à l'autre :

. La sous-traitance est en difficulté, faute de commandes des donneurs d'ordre industriels ;

. L'alimentation résiste après un été caniculaire difficile, qui a freiné les consommateurs dans leurs achats habituels sauf en boissons ;

. Dans le bâtiment, la situation est très favorable avec des carnets de commandes bien remplis pour plusieurs mois, en particulier pour des chantiers de rénovation.

Faute de personnel qualifié disponible, les délais sont très longs et les artisans ont des plans de charge personnels très lourds.

> **CCI de Grenoble :** Comment percevez-vous les prochains mois ?

Roger GULLIET : La Loi Dutreil sur l'initiative économique provoque l'enthousiasme de nombreux créateurs. C'est une bonne chose, mais attention à l'effet de mode, car seuls les projets sérieux seront viables pour résister aux sursauts du marché et ses évolutions permanentes.

** Président de la Chambre de Métiers de Grenoble.*

Les principales préoccupations des entreprises.

■ Croissance et charges sociales restent d'actualité.

> **62 % des chefs d'entreprise interrogés considèrent la baisse de la fiscalité des entreprises** comme un facteur important de succès. Par ailleurs, ils insistent sur une idée : ce n'est pas le fait de payer des impôts qui les ennuie, car ils estiment ça « normal » lorsqu'ils réalisent des affaires ; en revanche, **le niveau des charges sociales** les pénalise lourdement : leur diminution constituerait un élément positif de soutien de l'activité et de la compétitivité des entreprises.

> **La vigueur de la croissance économique** est au cœur des préoccupations des chefs d'entreprise puisque **72 % d'entre eux la citent comme source principale d'inquiétude**. La baisse de la consommation des ménages, la situation déprimée de l'emploi et le niveau record du déficit public sont autant d'éléments peu encourageants pour l'avenir.

■ Autres thèmes de préoccupation.

> Le débat autour de **la simplification administrative** ne suscite qu'un intérêt limité. En effet, les chefs d'entreprise interrogés s'avouent pour certains résignés et pour d'autres exaspérés face à ce sujet. « C'est l'Arlésienne », « on n'y croit plus ». Toutefois, certains remarquent qu'un effort a été fourni pour simplifier certaines démarches via internet et qu'il faut poursuivre dans cette voie.

> « **Les difficultés habituelles de recrutement** (adéquation entre l'offre et la demande) **se sont nettement atténuées** » selon les organisations professionnelles qui précisent que « dès la reprise économique, les mêmes difficultés ressurgiront ». Pour l'instant, les entreprises n'expriment pas de besoin en personnel.

Interview de Daniel VIVIER* :

Le commerce de Saint Marcellin en pleine mutation.



> **CCI de Grenoble** : *Quel bilan du 1^{er} semestre 2003 faites-vous pour le commerce de Saint Marcellin ?*

Daniel VIVIER : Le premier semestre n'a pas été « brillant » globalement. De par leur volonté, certains commerçants, actifs et dynamiques de Saint Marcellin, parviennent à tirer leur épingle du jeu. En revanche, de nombreux petits commerces ferment leurs portes.

Plusieurs raisons viennent expliquer cette tendance de fond :

- . l'âge de l'exploitant est une donnée importante, car vers la fin de leur carrière, certains commerçants hésitent à engager de nouveaux investissements pour leur commerce qui tend à se déprécier ;
- . la localisation du commerce demeure essentielle, certains quartiers ne disposant plus de la densité et de la diversité commerciales nécessaires pour attirer la clientèle ;
- . la tendance au développement d'une société de services (banques, associations, agences immobilières, professions libérales) apparaît inéluctable, mais elle ne génère pas de

fréquentation supplémentaire des commerces alentours, elle ne crée pas le plaisir du chaland et reste « une plaque sur un mur » ;

. le phénomène de rurbanisation pèse sur le commerce de Saint Marcellin, étant entendu que les rurbains, qui disposent d'un budget important, achètent dans les grandes villes où ils travaillent et oublient de consommer là où ils vivent ;

. la concurrence d'autres pôles commerciaux va grandissante, puisque des zones commerciales comme Comboire ou Voiron prospectent les ménages de Saint Marcellin (publicité).

> **CCI de Grenoble** : *Que pensez-vous des soldes du premier semestre 2003 ?*

Daniel VIVIER : Concernant l'activité de vente de meubles, le bilan n'est pas bon. Pour les autres secteurs d'activité, je ne dispose pas encore d'éléments chiffrés. Mais d'une manière générale, le principe des soldes tels qu'ils sont pratiqués aujourd'hui, est vivement remis en cause. En effet, seule une minorité de commerçants joue le jeu de la liquidation des collections antérieures. Je déplore la dérive médiatique donnée aux soldes, qui décrédibilise ces opérations de promotion. Aujourd'hui, nous assistons de temps en temps à de « faux soldes ».

Par ailleurs, le consommateur s'y perd un peu, ne sachant plus s'il peut encore réaliser de bonnes affaires.

> **CCI de Grenoble** : *Les événements de l'été (canicule, incendie à Pont en Royans) ont-ils eu un impact sur l'activité commerciale du Sud Grésivaudan ?*

Daniel VIVIER : Il est certain que les secteurs du tourisme, hôtellerie et restauration, ont été directement touchés par l'incendie de Pont en Royans. A Saint Marcellin, l'impact sera visible à plus long terme. La clientèle étant en partie rurale (agriculteurs), la perte de revenus engendrée par ces événements signifiera une diminution des dépenses de consommation, et donc des jours difficiles pour les commerçants. Je pense que le principe de la TVA à 5,5 % est une très bonne idée pour soutenir l'activité. Son maintien dans le secteur du BTP est souhaitable et son élargissement à l'hôtellerie restauration permettrait de réduire la pénurie d'emploi du secteur. « La TVA est le plus juste des impôts ».

* *Président de l'Union commerciale « Cœur de commerce » à Saint Marcellin. Photo des membres du bureau.*

Réforme des retraites Les seniors en question !

La réforme des retraites, adoptée fin juillet 2003, prévoit un allongement de la vie active.

> Aujourd'hui en France, le **taux d'activité des 55-64 ans est le plus bas d'Europe** (37,2 % contre 50 % en Grande-Bretagne ou 65 % en Suède). Parallèlement, l'entrée dans la vie active des jeunes est de plus en plus tardive.

> **56 % des chefs d'entreprise** interrogés s'estiment suffisamment informés sur le sujet des retraites, via les médias, reconnus comme vecteur principal d'information. A contrario, la plupart des organisations professionnelles interrogées perçoivent un manque d'information dans leurs secteurs d'activité (papier, automobile, restauration, immobilier, métallurgie), et certaines envisagent de jouer un rôle de relais pour faciliter la gestion des seniors dans les entreprises. Le secteur bancaire et les experts-comptables ont en revanche une approche plus sereine de cette question.

La mutation des esprits et des pratiques en matière de gestion des seniors sera longue.

> **40 % des dirigeants interrogés** et la plupart des organisations professionnelles sont prêts à favoriser l'allongement de la durée d'activité des salariés. La principale motivation invoquée reste le maintien des savoir-faire. Pour autant, **30 % avouent leurs réticences ou leur attentisme** face à cette question. Certains souhaitent « continuer à encourager les départs des seniors pour des raisons de pyramide des âges, difficultés d'accès à la formation, refus du changement, contraintes économiques ».

D'autres remarquent que, dans certaines activités de main d'œuvre, le personnel de plus de 55 ans se trouve « au bout du rouleau » ou « fatigué », surtout devant les « cadences de production imposées à l'heure actuelle ». Enfin, remarquons que **30 % des chefs d'entreprise interrogés ne sont pas concernés par l'emploi des seniors**. Soit le secteur ne s'y prête pas (restauration, hautes technologies), soit le métier est « trop technique, non destiné au vieillissement ».

La gestion des seniors en est encore à ses balbutiements.

> La **sensibilité des chefs d'entreprise interrogés concernant la mise en place de mesures spécifiques à la gestion des plus de 55 ans reste limitée**. Il faut redéfinir un équilibre de gestion des ressources humaines, oublier les préretraites et les retraites anticipées (suppression de l'ARPE). Ainsi, l'**attitude attentiste** consiste à penser que « le personnel de plus de 50 ans va poursuivre son activité comme les autres ».

> **23 % des chefs d'entreprise interrogés proposent d'appliquer la réduction progressive du temps de travail** et 21 % envisagent de nouvelles orientations dans les missions des seniors (coaching interne, transmission du savoir, animation de réseaux...). Pour leur part, les organisations professionnelles interrogées voient en la formation individuelle une bonne mesure de maintien en activité des seniors.

Interview de Didier MADAIRE* :

Bassin voironnais : des situations sectorielles contrastées.



> **CCI de Grenoble** :
Quel est la situation actuelle des industries de la région voironnaise ?

Didier MADAIRE : Elle n'est pas, à proprement

parlé, mauvaise, mais surtout très variable d'une entreprise à une autre. Certaines manquent actuellement de commandes, nous sommes donc inquiets, en particulier pour les secteurs du papier, de la plasturgie, du textile voire de la mécanique. Sur les secteurs plus innovants ou l'agroalimentaire par exemple, les perspectives sont positives, voire excellentes pour certaines entreprises.

Le plus difficile, c'est de n'avoir aucune visibilité : il est impossible de faire des plans à 2 - 3 ans. Comment investir ou embaucher dans ces conditions ?

> **CCI de Grenoble** : *Elu Président de l'Union des industries de la région voironnaise depuis juin dernier, quels sont vos projets pour les entreprises de cette région ?*

Didier MADAIRE : En continuité de l'action engagée par Jean-Jacques BOMPARD mon prédécesseur, ma mission sera d'abord de participer aux grands débats sur l'aménagement et les transports de la région.

J'ai également à cœur de développer notre groupement d'employeurs « le Multiple » et le portail internet de nos adhérents pour faciliter les échanges entre chacun d'entre nous. Il faut un bon maillage entre les entreprises de notre région, et je souhaite que leurs relations soient à la fois constructives et conviviales.

* Président de l'Union des industries de la région voironnaise.

Interview de Jean-Yves Menut* : Transmettre son entreprise, un acte à anticiper.



> **CCI de Grenoble** : Quel bilan économique dressez-vous du 1^{er} semestre 2003 ?

Jean-Yves MENUT : Les experts-comptables disposent d'une vision indirecte des entreprises. Le sentiment qui

prévaut : les trésoreries sont actuellement tendues et les fournisseurs réduisent les délais de paiement. Nous avons ressenti une baisse d'activité marquée en mai et juin 2003, qui a correspondu aux grèves et au début de la canicule. Très concrètement, le report des paiements a été important, en particulier dans les métiers liés à la métallurgie. Par exemple, les donneurs d'ordre ont différé leurs paiements (grève chez Schneider Electric). Cette situation a été confirmée par les banques qui constatent des découverts importants au-delà des montants autorisés.

> **CCI de Grenoble** : Quelles sont les perspectives pour le second semestre 2003 selon vous ?

Jean-Yves MENUT : S'il n'y a pas de mouvements sociaux, la situation va se rétablir. Dans le secteur du BTP, les chefs d'entreprise anticipent un bon second semestre 2003, mais ils se font du souci pour 2004. Ils voient 2004 avec un point d'interrogation. En effet, certains appels d'offres n'ont pu être traités dans les collectivités locales lors des grèves, ce qui

a engendré un retard, qui va se traduire par un recul d'activité. Dans la métallerie/métallurgie/mécanique, la situation apparaît correcte. En revanche, côté commerçants, le moral est « dans les talons ». La crainte de nouveaux mouvements sociaux est grandissante et leur impact sur l'activité est réel. A titre d'exemple, les commerçants du centre-ville de Grenoble ont déploré une perte de 15 % de leur chiffre d'affaires lors des dernières grèves du 2^e trimestre.

« Il faudrait prendre la décision d'arrêter son activité professionnelle uniquement lorsque le successeur est connu ».

> **CCI de Grenoble** : Comment réagit votre profession à la dernière loi sur l'initiative économique ?

Jean-Yves MENUT : Il s'agit aujourd'hui de passer à l'action. Nous attendons cette loi depuis tellement longtemps qu'elle en est presque devenue un non-événement pour nous. Nous allons sensibiliser nos clients et le public dès le début du mois prochain à travers plusieurs réunions publiques et conférences.

D'ailleurs, concernant la création d'entreprise, les experts-comptables du Conseil Régional de l'Ordre font une analyse

à contre-courant : nous constatons pour notre part une baisse des créations d'entreprises nouvelles (par rapport à 2002) associée à de sérieux dépôts de bilan.

Nous travaillons sur des dossiers préoccupants et nous rencontrons des chefs d'entreprise qui n'ont plus le moral, qui ne se battent plus.

> **CCI de Grenoble** : En cette rentrée, sur quel point souhaitez-vous insister plus particulièrement ?

Jean-Yves MENUT : La transmission d'entreprise est un sujet très important dont il va falloir s'occuper rapidement et sérieusement. La sensibilité des entrepreneurs concernant la transmission de leur entreprise est quasi-inexistante. Aujourd'hui, les ventes sont encore majoritairement réalisées dans l'urgence, sans qu'aucune démarche préalable de préparation à la transmission ne soit prévue. Or un départ à la retraite devrait se préparer 5 à 10 ans avant. Nous souhaitons mettre l'accent là-dessus.

* Délégué départemental Sud-Isère de l'Ordre des Experts-Comptables.

La Lettre de conjoncture de la région grenobloise n°10 – Septembre 2003

Une publication semestrielle de l'observatoire économique de la CCI de Grenoble

1, place André Malraux – 38016 Grenoble Cedex 1.

Coordination : CCI de Grenoble, Dominique Bras-Dupré – **Rédaction** : Marilyn Girard – 04 76 28 28 90 marilyn.girard@grenoble.cci.fr - **Interviews** : Dominique Bras-Dupré et Joëlle Bruyat. **Enquêtes** : du 4 au 12 septembre 2003 auprès de 20 organisations professionnelles et 150 chefs d'entreprise de la région grenobloise – réalisées par le service marketing CCI de Grenoble. **Crédit photos** : Unirv - Menut Conseil & Audit - Chambre de Métiers de Grenoble - Union commerciale de St Marcellin. **Conception graphique, réalisation** : Services communication et information économique CCI de Grenoble. **Impression** : CCI de Grenoble.

Remerciements :

La Chambre de commerce et d'industrie de Grenoble remercie les entreprises du panel Présences et les Organisations Professionnelles ayant permis, par leur contribution, la réalisation de cette enquête de conjoncture.